

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2012-2013

25 JUIN 2013

Le Plan fédéral de lutte contre la pauvreté

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES SOCIALES
PAR
MME THIBAUT

I. INTRODUCTION

Le 25 juin 2013, la commission des Affaires sociales a eu un échange de vues avec Mme Maggie De Block, secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, au sujet du Plan fédéral de lutte contre la pauvreté qui a été approuvé le 14 septembre 2012 par le Conseil des ministres.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2012-2013

25 JUNI 2013

Het Federaal Plan Armoedebestrijding

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE SOCIALE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW THIBAUT

I. INLEIDING

De commissie voor de Sociale Aangelegenheden heeft op 25 juni 2013 een gedachtewisseling gehad met mevrouw Maggie De Block, staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, over het Federaal Plan Armoedebestrijding dat op 14 september 2012 werd goedgekeurd door de Ministerraad.

Composition de la commission :/ Samenstelling van de commissie :

Présidente/Voorzitster : Elke Sleurs.

Membres/Leden :

N-VA Louis Ide, Lies Jans, Lieve Maes, Elke Sleurs.
PS Paul Magnette, Fatiha Saïdi, Fabienne Winckel.
MR Jacques Brothi, Dominique Tilmans.
CD&V Dirk Claes, Cindy Franssen.
sp.a Leona Detière, Dalila Douifi.
Open Vld Nele Lijnen.
Vlaams Belang Yves Buysse.
Écolo Cécile Thibaut.
cdH André du Bus de Warnaffe.

Suppléants/Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Inge Faes, Danny Pieters, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.
Hassan Boussetta, Philippe Mahoux, Olga Zrihen.
François Bellot, Christine Defraigne, Gérard Deprez.
Wouter Beke, Sabine de Bethune, Els Van Hoof.
Bert Anciaux, Fatma Pehlivani, Fauzaya Talhaoui.
Jean-Jacques De Gucht, Guido De Padt.
Bart Laeremans, Anke Van dermeersch.
Marcel Cheran, Zakia Khattabi.
Francis Delpérée, Bertin Mampaka Mankamba.

II. EXPOSÉ DE LA SECRÉTAIRE D'ÉTAT

Mme Maggie De Block, secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, souligne que 15,3 % de la population belge risque de tomber dans la pauvreté. Chez les enfants jusqu'à seize ans, ce chiffre atteint même 18,5 %. Est considérée comme vivant sous le seuil de pauvreté ou sous le seuil de risque de pauvreté une personne dont le revenu est inférieur à 60 % du revenu médian belge. Pour une personne isolée, cela représente un revenu inférieur à 1 000 euros; pour un ménage avec deux enfants, un revenu inférieur à 2 100 euros.

Les compétences relatives à la lutte contre la pauvreté sont morcelées, non seulement entre les différents niveaux de pouvoir (fédéral, régional et local), mais également entre les différents acteurs (pouvoirs publics, ASBL, etc.). Une concertation est bien évidemment menée entre les différents niveaux et les différentes organisations.

La crise économique qui sévit tant au niveau de la Belgique qu'à l'échelle mondiale a une influence décisive. La Belgique n'a que très peu de prise sur cette situation, pour autant qu'elle en ait la moindre. Par exemple, la crise bancaire américaine a également provoqué dans notre pays des catastrophes face auxquelles le gouvernement était impuissant.

La secrétaire d'État estime qu'il faut repérer la pauvreté de manière proactive. Par exemple, si un enfant se rend à l'école en sandales en hiver, cela constitue un indicateur inquiétant. Dans ce cas, il convient, dans le plus grand respect des personnes et de leur vie privée, de prévenir discrètement le CPAS afin qu'il puisse, tout aussi discrètement, expliquer aux parents les possibilités d'aide existantes et ce qu'il leur est possible de faire pour améliorer leur situation. En Belgique, la pauvreté reste trop souvent cachée derrière les portes d'entrée des habitations.

Il faut également agir de manière préventive, par la sensibilisation et l'information, pour permettre aux citoyens de bien connaître leurs droits sociaux. Il s'agit en l'occurrence de repérer la pauvreté de manière proactive et d'intervenir rapidement afin de prévenir une plus grande misère.

Il est également possible de prévenir la pauvreté par l'activation. D'une part, cela se fait par l'intégration et l'interaction. Cet axe d'action consiste notamment à faire participer des personnes en situation de pauvreté à certaines activités comme le font d'autres personnes, sans qu'elles soient stigmatisées ou qu'on leur colle une « étiquette ». En effet, la stigmatisation risque de compliquer encore davantage des situations humaines déjà difficiles. D'autre part, on peut prévenir la pauvreté en améliorant les services d'aide et en les

II. UITEENZETTING VAN DE STAATSSECRETARIS

Mevrouw Maggie De Block, staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, wijst erop dat de armoederisicograad bij de Belgische bevolking 15,3 % bedraagt; bij kinderen tot zestien jaar ligt deze zelfs op 18,5 %. Iemand die onder de armoedegrens of onder de armoederisicograad leeft, heeft een inkomen dat lager ligt dan 60 % van het mediaan inkomen in België. Voor een alleenstaande is dit een inkomen lager dan 1000 euro; voor een gezin met 2 kinderen is dit een inkomen lager dan 2 100 euro.

De bevoegdheden in de strijd tegen de armoede zijn versnipperd, niet enkel over de verschillende beleidsniveaus (federaal, regionaal, lokaal), maar ook over de verschillende actoren (overheid, vzw's...). Vanzelfsprekend wordt tussen de verschillende niveaus en organisaties overleg gepleegd.

De economische crisis, zowel in België als op het globale, wereldwijde niveau speelt een enorme rol. Daarop heeft men vanuit België zeer weinig of geen vat. De Amerikaanse bankencrisis heeft bijvoorbeeld ook in ons land voor catastrofes gezorgd. Daar kon de regering niets aan doen.

De staatssecretaris meent dat men armoede proactief moet opsporen. Wanneer bijvoorbeeld een kind in de winter met sandalen naar school komt, dan is dat een signaal. Met het grootste respect voor de mensen en voor hun privacy zou er dan een discreet signaal moeten worden gegeven aan het OCMW zodat — op even discrete manier — aan de ouders uitgelegd kan worden op welke hulp zij recht hebben en wat zij kunnen doen om hun situatie te verbeteren. In België blijft armoede te vaak achter de voordeur verborgen.

Er moet ook preventief worden opgetreden, door te sensibiliseren en te informeren, zodat mensen hun sociale rechten goed kennen. Daarbij gaat het om het proactief opsporen en snel optreden om grotere miserie te voorkomen.

Armoede kan ook worden voorkomen door activeering. Dit gebeurt enerzijds door integratie en interactie. Integratie en interactie houden onder andere in dat mensen in armoede aan activiteiten deelnemen zoals anderen, zonder dat ze gestigmatiseerd worden of een etiket krijgen opgekleefd. Door stigmatisering riskeert men immers de moeilijke situatie van mensen nog erger te maken. Anderzijds kan men armoede voorkomen door de dienstverlening toegankelijker en beter te maken en door de nodige instrumenten ter beschik-

rendant plus accessibles, ainsi qu'en mettant les instruments nécessaires à disposition afin que les personnes qui risquent de basculer dans les difficultés puissent bénéficier rapidement et facilement d'une aide et de conseils pour éviter des catastrophes.

Sur le plan curatif, il convient de prendre des mesures permettant d'améliorer des situations néfastes. Il s'agit en l'occurrence de mettre les instruments nécessaires à la disposition des personnes afin qu'elles puissent rapidement obtenir une aide, une assistance ou un conseil. On peut aussi agir sur le plan curatif en améliorant l'accès et la qualité du service. La lutte contre la fraude sociale est également importante, car il faut veiller à ce que les moyens disponibles soient alloués à ceux qui en ont besoin et qui y ont droit.

Il est de la plus haute importance que tout le monde collabore à tous les niveaux. La pauvreté est une donnée particulièrement complexe aux causes multiples. Les solutions ne viendront donc pas d'une seule autorité ou d'un seul service, mais de tous les niveaux, de tous les responsables, en ce compris la collaboration avec des entreprises privées. Mme De Block, en tant que secrétaire d'État, veille surtout à la concertation, à la coordination afin que tous les acteurs poursuivent le même objectif et que chacun ait conscience de porter une part de responsabilité.

La lutte contre la pauvreté ne peut se mener que pas à pas. D'une part, elle passe par des mesures à court terme visant à résoudre une crise et à stabiliser une situation, comme les mesures prises en matière d'accueil hivernal à Bruxelles. D'autre part, elle nécessite également des mesures à long terme. Les mesures à court terme doivent être pérennisées pour qu'il ne faille pas rechercher chaque année des solutions pour résoudre des problèmes qui se posent annuellement.

La secrétaire d'État plaide également pour une approche réaliste. Les grands projets et les idéaux sont admirables, mais il faut garder les pieds sur terre et tenir compte de la crise économique, par exemple. Il convient surtout de tenir compte de la réalité sur le terrain, en rue et dans les CPAS. À cet égard, il y a lieu d'écouter les personnes qui vivent dans la pauvreté, de s'intéresser aux problèmes réels et de chercher avec elles les solutions les plus adéquates et les plus现实的. Les mesures doivent également être réalisables pour les CPAS ou les autres services qui doivent les concrétiser sur le terrain. Il faut également tendre à obtenir des résultats concrets, sachant que les mesures adéquates et现实的 permettent d'obtenir de tels résultats.

Tout cela nécessite de la créativité. C'est précisément parce que la marge budgétaire est étroite qu'il faut se montrer très créatif et sortir des sentiers battus dans la recherche de solutions. Le *kit d'hygiène* en est un exemple. La Croix-Rouge souhaitait réaliser ce

king te stellen, zodat mensen die moeilijkheden dreigen te krijgen snel en eenvoudig hulp en advies kunnen vinden om catastrofes te vermijden.

Op het curatieve vlak moet men maatregelen nemen die een slechte situatie verbeteren. Dit gebeurt door de mensen de nodige instrumenten ter beschikking te stellen, waardoor ze snel hulp of begeleiding en advies kunnen krijgen. Curatief optreden kan ook door de dienstverlening te verbeteren en toegankelijker te maken. Ook de strijd tegen sociale fraude is belangrijk : ervoor zorgen dat de beschikbare middelen naar de mensen gaan die ze nodig hebben en die er recht op hebben.

Het is van het grootste belang dat iedereen op alle niveaus meewerkt. Armoede is een bijzonder complex gegeven dat heel veel oorzaken kent. Oplossingen liggen dus niet bij één overheid of bij één dienst maar wel bij alle niveaus, bij alle verantwoordelijken, en ook in samenwerking met privébedrijven. Als staatssecretaris pleegt vrouw De Block vooral overleg. Zij coördineert, zodat alle neuzen in dezelfde richting worden gezet en iedereen heel goed besef dat elkeen een stuk van de verantwoordelijkheid draagt.

Armoede kan enkel stap voor stap worden aangepakt. Dit gebeurt enerzijds door korte termijnmaatregelen om een crisis op te lossen en een situatie te stabiliseren, zoals bijvoorbeeld de maatregelen genomen voor de winteropvang in Brussel. Anderzijds zijn ook lange termijnmaatregelen nodig. De maatregelen op korte termijn moeten duurzaam gemaakt worden, zodat men niet elk jaar opnieuw moet zoeken naar een oplossing voor een probleem dat jaarlijks terugkeert.

De staatssecretaris pleit ook voor een realistische aanpak. Grootse plannen en idealen zijn mooi, maar men moet met beide voeten op de grond blijven en rekening houden met, bijvoorbeeld, de economische crisis. Men moet vooral rekening houden met de realiteit op het terrein, op de straat en bij de OCMW's. Bij dit alles moet men luisteren naar mensen in armoede, naar de reële problemen en men moet samen met hen de beste en de meest realistische oplossingen zoeken. De maatregelen moeten ook uitvoerbaar zijn voor de OCMW's of de andere diensten die de realiteit moeten maken op het terrein. En er moet gewerkt worden aan concrete resultaten. Goede, realistische maatregelen leveren concrete resultaten op.

Bij dit alles is creativiteit vereist. Precies omdat er weinig budgettaire ruimte is, moet men zeer creatief zijn en de traditionele paden verlaten bij de zoektocht naar oplossingen. Een voorbeeld hiervan is de hygiënekit. Het Rode Kruis wil dit realiseren, maar

projet, mais les pouvoirs publics n'avaient pas de moyens à y allouer. Le projet a néanmoins pu être financé grâce aux recettes de l'action de fin d'année du personnel de Belgacom. La secrétaire d'État trouve qu'il s'agit en l'occurrence d'un bel exemple de solidarité et de mise en pratique de la devise « l'Union fait la force ».

La secrétaire d'État met en exergue quatre priorités autour desquelles doit s'organiser la lutte contre la pauvreté, à savoir :

— l'activation : avoir un emploi est et reste la meilleure manière de ne pas sombrer dans la pauvreté. La secrétaire d'État se réfère aux exemples de l'économie sociale, dans le cadre desquels les bénéficiaires peuvent conserver leur allocation pendant 18 mois tout en développant des initiatives personnelles, comme le lancement d'une activité indépendante, et en bénéficiant de l'encadrement requis pour ce faire. L'expérience nous apprend que cela fonctionne, surtout chez les plus de cinquante ans;

— la lutte contre la pauvreté : les mesures et actions sont consignées dans le plan fédéral de lutte contre la pauvreté de 2012-2014, qui est une adaptation du premier plan fédéral de lutte contre la pauvreté. Dans ce deuxième plan, le gouvernement a surtout essayé de rendre les actions aussi现实的 et concrètes que possible. Un point important de ce plan fédéral de lutte contre la pauvreté est l'élaboration d'un plan de lutte contre la pauvreté infantile;

— les CPAS : focalisation sur les missions de base. En s'appuyant notamment sur la simplification administrative, la secrétaire d'État souhaite donner aux CPAS une marge de manœuvre suffisante pour qu'ils puissent se concentrer plus efficacement sur leurs missions de base. Les travailleurs sociaux doivent avoir les moyens de détecter la pauvreté de manière proactive, par exemple sur la base des informations de l'ONEm. Il faut également leur procurer, par exemple, de nouveaux outils qui leur permettent de mieux informer les citoyens sur leurs droits sociaux;

— la lutte contre la fraude sociale : faire en sorte que les moyens soient affectés aux personnes qui y ont droit et qui en ont vraiment besoin.

La secrétaire d'État indique que le nouveau plan tente de répondre à l'objectif EU2020 visant à sortir 380 000 personnes de la pauvreté. Avec cet objectif, le plan s'inscrit plus dans la lignée du Programme national de réforme et du Rapport social national. Elle a présenté le plan fédéral de lutte contre la pauvreté au Conseil des ministres du 14 septembre 2012.

Le plan se compose de 6 objectifs stratégiques, 39 objectifs opérationnels et 118 actions. Cette structure rend le plan plus clair, plus lisible et surtout plus facile à suivre. Nous avons opéré cette classification sur les

er is geen geld bij de overheid. Er was echter wel de eindejaarsactie van het personeel van Belgacom, waarvan de opbrengst voor deze hygiënekit werd gebruikt. De staatssecretaris vindt deze actie een mooi voorbeeld van « *l'Union fait la force* » en solidariteit.

De staatssecretaris schuift 4 prioriteiten naar voor om de armoede aan te pakken. Daarbij gaat het om :

— activering : een job is en blijft de beste manier om niet in armoede te belanden of om uit armoede te geraken. De staatssecretaris verwijst naar de voorbeelden uit de sociale economie, waarbij mensen hun uitkering mogen behouden gedurende 18 maanden en intussen eigen initiatieven kunnen ontplooien, zoals bijvoorbeeld het opstarten van een zelfstandige activiteit, met de nodige begeleiding. De ervaring leert dat dit kan lukken, vooral bij vijftig-plussers;

— armoedebestrijding : de maatregelen en acties staan in het federaal armoedeplan 2012-2014 dat een aanpassing is van het eerste federale armoedeplan. In dit tweede plan heeft de regering vooral getracht de acties zo realistisch en concreet mogelijk te maken. Een belangrijk punt in dit federale armoedeplan is het uitwerken van een kinderarmoedeplan;

— OCMW's : focus op basistaken. Onder andere door administratieve vereenvoudiging wil de staatssecretaris de OCMW's de nodige ruimte geven zodat ze zich meer en beter op hun basistaken kunnen concentreren. De sociaal workers moeten de ruimte krijgen om armoede proactief op te sporen, bijvoorbeeld via inlichtingen van de RVA. En men moet hen bijvoorbeeld nieuwe instrumenten geven zodat zij de mensen nog beter kunnen inlichten over hun sociale rechten;

— strijd tegen sociale fraude : ervoor zorgen dat de middelen naar de mensen gaan die er recht op hebben en die ze echt nodig hebben.

De staatssecretaris verklaart dat het nieuwe plan een antwoord poogt te geven op EU2020, door 380 000 mensen uit de armoede te halen. Met die doelstelling sluit het plan aan bij het Nationaal Hervormingsprogramma en bij het Nationaal Sociaal Rapport. Ze heeft het federaal armoedebestrijdingsplan voorgesteld in de Ministerraad van 14 september 2012.

Het plan omvat 6 beleidsdoelstellingen, 39 operationele doelstellingen en 118 acties. Die structuur maakt het plan helderder, leesbaarder, gemakkelijker te volgen. We hebben met die classificatie gewerkt op

conseils de la Cour des comptes, qui a réalisé un audit du plan précédent et qui a émis plusieurs suggestions intéressantes, que nous avons incorporées aux mieux dans le plan.

Les objectifs stratégiques s'articulent autour des principaux domaines de la lutte contre la pauvreté : le revenu, l'emploi, le logement, les soins de santé, la pauvreté infantile et des services accessibles. Sous ces objectifs se trouvent les objectifs opérationnels, qui sont la traduction des objectifs stratégiques au niveau exécutif. Les actions, enfin, confèrent une dimension concrète aux mesures et mentionnent à chaque fois le ministre exécutif.

Tous les ministres ont été impliqués et consultés pour le plan. Le secrétaire d'état a recueilli leurs actions et élaboré les siens, sur la base des notes de politique, de l'accord de gouvernement et du *feedback* du secteur social. Mme De Block souligne qu'elle n'a non seulement impliqué tous ses collègues-ministres du gouvernement fédéral, plusieurs actions dans le plan sont aussi exécutées en coopération avec les régions, comme le plan d'action de lutte contre la pauvreté infantile et un accord de coopération en matière de sans-abrisme et du mal logement. Elle a également consulté les CPAS et les organisations via une concertation à la Plateforme belge ou elle est entrée personnellement en dialogue avec eux. En ce qui concerne la coordination, le rôle de la secrétaire d'état est double. D'une part, elle coordonne le plan et, d'autre part, elle prend en charge une grande partie des mesures.

Un troisième élément important est le monitoring. Le plan comprend une partie importante sur le monitoring, également décrit dans l'audit de la Cour des comptes comme un facteur clé de succès.

— Pour chaque objectif stratégique, des indicateurs ont été formulés pour suivre l'impact du plan d'un côté;

— Et d'autre côté, un instrument est en train d'être mis au point pour mesurer l'avancement du plan.

— Deux fois par an, la secrétaire d'état fait rapport aux membres du gouvernement sur l'avancement. Elle l'a fait pour la première fois en avril 2013 et en septembre 2013, elle fera le deuxième rapport de suivi.

— Et enfin, elle a renforcé le Réseau fédéral des fonctionnaires actifs dans la lutte contre la pauvreté pour garantir le suivi et la continuité. Les premières réunions du nouveau réseau ont été un succès. Son travail fera la base pour l'exécution et le suivi des actions.

La secrétaire d'État indique qu'il y a six objectifs stratégiques, dont le premier est la garantie de la

advies van het Rekenhof, dat het vorige plan heeft doorgelicht en dat een aantal interessante suggesties heeft gedaan, die we zo goed mogelijk in het plan hebben opgenomen.

De strategische doelstellingen groeperen zich rond de belangrijkste aandachtspunten van de armoedebestrijding : inkomen, werkgelegenheid, huisvesting, gezondheidszorg, kinderarmoede en toegankelijke dienstverlening. Onder die doelstellingen bevinden zich de operationele doelstellingen, de vertaling van de strategische doelstellingen op uitvoerend niveau. De acties ten slotte geven de maatregelen een concrete dimensie en vermelden telkens de uitvoerende minister.

Alle ministers werden bij het plan betrokken en geconsulteerd. De staatssecretaris heeft hun acties opgenomen en de hare uitgewerkt op basis van de beleidsnota's, het regeerakkoord en de *feedback* van de sociale sector. Mevrouw De Block onderstreept dat ze niet alleen al haar collega's-ministers van de federale regering erbij betrokken heeft, maar dat verscheidene acties in het plan ook in samenwerking met de gewesten worden uitgevoerd, zoals het actieplan ter bestrijding van de kinderarmoede en een samenwerkingsakkoord inzake dakloosheid en slechte huisvesting. Ze raadpleegde tevens de OCMW's en de organisaties via overleg op het Belgisch Platform, waar ze persoonlijk met hen heeft gedialogeerd. Wat de coördinatie betreft, heeft de staatssecretaris een dubbele rol. Enerzijds coördineert ze het plan en anderzijds neemt ze een groot deel van de maatregelen op zich.

Een derde belangrijk gegeven is de monitoring. Het plan omvat een belangrijk monitoring-gedeelte, dat in de audit van het Rekenhof eveneens als een sleutelfactor voor succes wordt omschreven.

— Voor elke strategische doelstelling werden indicatoren geformuleerd om enerzijds de impact van het plan te volgen;

— En anderzijds is men een instrument aan het uitwerken om de voortgang van het plan te meten.

— Tweemaal per jaar brengt de staatssecretaris bij de regeringsleden verslag uit over de voortgang. Ze deed dat voor het eerst in april 2013 en in september 2013 zal ze het tweede voortgangsverslag uitbrengen.

— En tot slot heeft ze het netwerk van federale armoedeambtenaren versterkt om de voortgang en de continuïté te waarborgen. De eerste vergaderingen van het nieuwe netwerk waren een succes. Zijn werk wordt de basis voor de uitvoering en de *follow-up* van de acties.

De staatssecretaris geeft aan dat er 6 strategische doelstellingen zijn, waarvan de eerste is de sociale

protection sociale. Elle cite quelques exemples d'actions menées dans ce cadre :

— majoration de certaines prestations : en septembre 2013, l'enveloppe « bien-être » sera utilisée pour augmenter le revenu d'intégration de 2 %. Le salaire minimum est lui aussi important en l'occurrence;

— garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA) : en concertation avec le ministre des Pensions, le gouvernement veillera à ce que les personnes qui ont droit à une garantie de revenus pour les personnes âgées l'obtiennent automatiquement et effectivement. Afin de s'assurer que les retraités plus âgés qui ont droit à la GRAPA perçoivent effectivement le supplément, une grande opération de rattrapage a été lancée en octobre 2010. L'Office national des pensions vérifie si les personnes qui ont pris leur pension depuis 2001 n'ont tout de même pas droit à une GRAPA. Cette opération nécessitant beaucoup de temps, le ministre des Pensions redoublera d'efforts afin que l'arriéré soit résorbé d'ici deux ans;

— indépendants : 15 % des indépendants sont en situation de pauvreté. Ces personnes pensent souvent que le CPAS ne peut rien pour elles. Souvent aussi, les CPAS eux-mêmes ne connaissent pas bien les indépendants et ne savent pas au juste comment les soutenir. La secrétaire d'État fera rédiger un guide qui pourra aider les CPAS et les indépendants dans ce domaine, de façon à ce que ces derniers puissent, eux aussi, s'adresser au CPAS pour obtenir une aide matérielle, par exemple une médiation de dettes. Il sera ainsi possible d'aider préventivement les indépendants, en vue d'éviter une faillite par exemple;

— médiation de dettes : la conférence interministérielle se réunira afin de s'attaquer à la médiation de la dette et aux pratiques agressives par le biais d'un groupe de travail.

Un deuxième objectif stratégique est la lutte contre la pauvreté infantile, qui constitue une des priorités de la secrétaire d'État. Comme de nombreuses compétences majeures relèvent des Régions, il faut agir de manière concertée. Une telle collaboration passera par un plan réaliste et concret de lutte contre la pauvreté infantile, qui a été approuvé le 10 juin 2013 par la conférence interministérielle Intégration dans la société. La secrétaire d'État veut, par exemple, créer des plateformes de concertation locales en vue de détecter la pauvreté infantile de manière proactive. Il faut détecter plus tôt les signes de la pauvreté chez les parents et les enfants, de manière à prévenir la pauvreté. Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, les CPAS sont des partenaires idéaux : ils possèdent l'expertise, les moyens et la connaissance de la situation locale dans leur commune ou leur ville. Mais, bien souvent, les intéressés ne s'adressent au CPAS que lorsqu'ils sont en situation de détresse et le

bescherming te verzekeren. Zij geeft enkele voorbeelden van dergelijke acties :

— Optrekken uitkeringen : in september 2013 zal de welvaartsenveloppe aangewend worden om het leefloon met 2 % te verhogen. Ook het minimumloon is hier belangrijk.

— Inkomensgarantie voor ouderen : samen met de minister van Pensioenen zorgt de regering ervoor dat mensen die recht hebben op een inkomensgarantie voor ouderen dit ook automatisch en effectief krijgen. Om ervoor te zorgen dat oudere gepensioneerden die recht hebben op een IGO het supplement ook effectief ontvangen, startte in oktober 2010 een grote inhaaloperatie. Voor hen gaat de Rijksdienst voor Pensioenen na of gepensioneerden die sinds 2001 met pensioen zijn gegaan zijn, toch geen recht hebben op een IGO. Dit is een tijdsintensieve inhaaloperatie, waarbij de minister de inspanning zal verdubbelen zodat de achterstand binnen 2 jaar is weggewerkt.

— Zelfstandigen : 15 % van de zelfstandigen wordt geconfronteerd met armoede. Zij denken vaak dat het OCMW voor hen geen rol kan spelen. Ook OCMW's kennen de zelfstandigen vaak niet goed en weten niet hoe hen te ondersteunen. De staatssecretaris zal voor de OCMW's en de zelfstandigen een gids laten opstellen die hen hierbij kan helpen, zodat ook zelfstandigen voor materiële hulpverlening, bijvoorbeeld schuldbemiddeling, terecht kunnen bij het OCMW. Zo kan men preventief zelfstandigen helpen, bijvoorbeeld om een faillissement te vermijden.

— Schuldbemiddeling : de interministeriële conferentie zal bijeenkomen om de schuldbemiddeling en de agressieve praktijken aan te pakken via een werkgroep.

Een tweede strategische doelstelling is de strijd tegen de kinderarmoede. Kinderarmoede is een van de prioriteiten van de staatssecretaris. Omdat veel belangrijke bevoegdheden bij de gewesten liggen, moet men gecoördineerd actie ondernemen. Deze samenwerking verloopt via een concreet, realistisch plan kinderarmoedebestrijding, dat op 10 juni 2013 door de Interministeriële Conferentie Integratie in de Samenleving werd goedgekeurd. Zo wil de staatssecretaris lokale overlegplatformen oprichten om kinderarmoede proactief op te sporen. Men moet armoedesignalen vroeger onderscheppen bij ouders en kinderen, zodat armoede kan worden voorkomen. OCMW's zijn een ideale partner in de strijd tegen armoede : ze beschikken over de expertise, middelen en de kennis van de lokale situatie in hun gemeente of stad. Maar vaak gaan mensen pas naar het OCMW wanneer ze in een noodsituatie zitten en kan het OCMW de vroege signalen van een mogelijke probleemsituatie niet

centre ne peut donc pas détecter les signes précoce d'une situation potentiellement problématique. Si les écoles et les crèches perçoivent effectivement ces signes, elles ne savent pas nécessairement à qui s'adresser, ni comment réagir. À cet égard, un travailleur social du CPAS pourrait les assister, en étant par exemple disponible lors d'une concertation avec les parents. À cet effet, une plateforme de concertation servira à mobiliser tous les partenaires locaux dans la lutte contre la pauvreté infantile.

Un troisième objectif stratégique est l'activation sociale et professionnelle. L'emploi reste le meilleur remède contre la pauvreté. Une grande partie des actions de cet objectif stratégique relève donc de la compétence de la ministre de l'Emploi. Les personnes pour lesquelles le pas vers le travail est trop grand doivent aussi obtenir les possibilités de participer sur le plan social et de rompre leur isolement. C'est pourquoi la mesure « participation socioculturelle » est changée de dénomination pour devenir un programme ambitieux, intitulé « Le fonds pour la participation et l'activation sociale ». Ce fonds fera un octroi plus durable et plus structuré des moyens pour la participation socioculturelle, afin que les CPAS puissent développer une véritable politique de participation.

Certaines personnes ne sont en effet pas prêtes à être activées comme ça sur le marché du travail. C'est par exemple le cas des sans-abri, qui doivent d'abord renouer avec une structure de vie, sortir de leur isolement et retrouver la confiance en eux avant de pouvoir être accompagnés dans la recherche d'un emploi. Bien souvent, cette phase prend énormément de temps.

Le quatrième objectif est la lutte contre le sans-abrisme et le mal-logement. Il s'agit d'une compétence partagée, qui demande une collaboration entre les différents niveaux de pouvoir. C'est pourquoi la secrétaire d'état conclura un accord de coopération en matière de sans-abrisme. Les entités fédérées se sont engagées à établir cet accord pendant la dernière Conférence interministérielle « Intégration dans la société » du 10 juin 2013.

La secrétaire d'État s'est focalisée sur le renforcement de l'accueil hivernal d'urgence. Il est inacceptable que des personnes soient obligées de dormir dans la rue pendant les mois les plus froids. Son travail préparatoire a eu un bon résultat : cet hiver, chaque personne qui le souhaitait, a eu accès à une place. Mme De Block donne également l'exemple du « *Housing First* » : dans cinq grandes villes, le principe du « *Housing first* » sera appliqué et renforcé. Le « *Housing First* » part du principe qu'il faut d'abord donner les personnes en précarité un logement et de ne commencer l'accompagnement qu'en deuxième phase. L'accompagnement ne sera en effet qu'une goutte d'eau dans la mer si ces personnes en précarité n'ont pas accès à un environnement sûr et stable, où elles

opvangen. Scholen en kinderdagverblijven zien deze signalen wel, mais n'ont pas nécessairement la compétence pour aider. Een maatschappelijk werker van het OCMW zou hen daarbij kunnen helpen, bijvoorbeeld door beschikbaar te zijn op een ouderoverleg. Daarvoor dient het overlegplatform, om alle lokale partners samen in bad te trekken om kinderarmoede aan te pakken.

Een derde strategische doelstelling is de sociale en professionele activering. Werk blijft de beste remedie tegen armoede. Een groot deel van de acties van die strategische doelstelling valt dus onder de bevoegdheid van de minister van Werk. Mensen voor wie de stap naar werk te groot is, moeten ook de mogelijkheid krijgen om maatschappelijk te participeren en uit hun isolement te breken. Daarom is de maatregel « socioculturele participatie » van naam veranderd, om een ambitieuzer programma te worden, « het fonds voor participatie en sociale activering » genaamd. Dat fonds zal de middelen voor de socioculturele participatie op een meer duurzame en meer gestructureerde wijze toekennen, zodat de OCMW's een echt participatiebeleid kunnen ontwikkelen.

Sommige personen zijn immers niet klaar om zomaar te worden geactiveerd voor de arbeidsmarkt. Dit is bijvoorbeeld het geval voor daklozen die vaak eerst structuur in hun leven moeten krijgen, uit hun isolement geraken en meer zelfvertrouwen moeten opdoen alvorens klaar te zijn voor de begeleiding naar een job. Vaak neemt dit heel wat tijd in beslag.

De vierde doelstelling is de strijd tegen dakloosheid en slechte huisvesting. Het gaat om een gedeelde bevoegdheid, die samenwerking van verscheidene beleidsniveaus vergt. De staatssecretaris zal daarom een samenwerkingsakkoord betreffende de daklozen sluiten. De deelstaten hebben zich er bij de laatste Interministeriële Conferentie « Integratie in de samenleving » van 10 juni 2013 toe verbonden dat akkoord te sluiten.

De staatssecretaris legde de focus op de versterking van de spoedeisende winteropvang. Het is onaanvaardbaar dat mensen in de koudste maanden verplicht worden op straat te slapen. Deze winter leverde haar voorbereidend werk goede resultaten op : al wie dat wou had toegang tot een opvangplaats. Mevrouw De Block geeft ook het voorbeeld van « *Housing First* » : in vijf grote steden zal het principe van « *Housing First* » worden toegepast en versterkt. « *Housing First* » gaat uit van het principe dat men mensen in een kwetsbare situatie eerst onderdak moet geven en dat men pas in een tweede fase met de begeleiding moet beginnen. De begeleiding is immers slechts een druppel op een hete plaat wanneer die kwetsbare mensen geen toegang hebben tot een veilige en stabiele omgeving,

puissent améliorer leur situation pas à pas. Les exemples étrangers montrent que cette méthode est efficace et qu'elle a plus d'impact. Elle veut lier une recherche à ce projet afin de l'évaluer et de collecter des recommandations.

Le cinquième objectif stratégique porte sur le droit aux soins de santé. Les personnes en situation de précarité rencontrent plus souvent des problèmes de pauvreté liés à l'insalubrité et, inversement, les personnes en mauvaise santé sont également davantage exposées à la pauvreté en raison du coût élevé de leurs traitements. Mme Laurette Onkelinx, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, fait œuvre de pionnier au niveau de cet objectif stratégique, en déployant diverses actions axées sur la simplification, l'accessibilité et la démocratisation des soins de santé. La secrétaire d'État souligne elle-même les bienfaits d'une alimentation saine, qui est essentielle en matière de soins de santé préventifs. Les personnes en situation de pauvreté rencontrent souvent des problèmes à cet égard. Leur budget alimentaire est peu élevé, ce qui les constraint à opter pour une alimentation moins saine. Les CPAS informeront mieux leurs clients sur les bienfaits d'une alimentation saine et sur les possibilités d'acheter des aliments sains à moindre coût. Les épiceries sociales peuvent jouer un rôle important à cet égard.

Enfin, la secrétaire d'État souhaite rendre les services publics accessibles à tous. Pour y parvenir, plusieurs pistes sont envisageables :

- renforcer le rôle des experts du vécu auprès de l'autorité fédérale;
- mettre en place des partenariats avec des experts du vécu;
- simplifier l'accès aux soins de santé;
- tenir davantage compte des citoyens les plus vulnérables;
- rendre la justice accessible, la démocratiser et la mettre à la portée de tous.

Les experts du vécu peuvent jouer un rôle important en matière d'accessibilité des services publics. Ils peuvent, en tant que personnes ayant elles-mêmes vécu dans la pauvreté et connaissant cette situation, soutenir les services publics afin que ceux-ci mènent des actions ciblées répondant aux besoins des personnes en situation de pauvreté, rendent leur communication plus accessible ou jouent un rôle de médiateur. La secrétaire d'État s'engage à encourager toutes les administrations à faire appel à des experts du vécu. Le recours à des experts du vécu peut présenter un intérêt non seulement pour les services publics, mais aussi pour les entreprises, par exemple en vue d'améliorer la lisibilité des factures énergétiques.

waar ze hun toestand stap voor stap kunnen verbeteren. Buitenlandse voorbeelden tonen aan dat die methode efficiënt is en meer impact heeft. Ze wil aan dat project onderzoek koppelen, om het te evalueren en aanbevelingen te kunnen formuleren.

De vijfde strategische doelstelling is het recht op gezondheidszorg. Mensen in armoede worden vaker geconfronteerd met armoedeproblemen omwille van ongezonde leefomstandigheden. En omgekeerd lopen mensen met gezondheidsproblemen omwille van hoge kosten ook een groter risico op armoede. Mevrouw Laurette Onkelinx, minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, speelt een voortrekkersrol in deze strategische doelstelling, met verschillende acties rond vereenvoudiging, toegankelijkheid en betaalbaarheid van de gezondheidszorg. Zelf legt de staatssecretaris de nadruk op gezonde voeding, die essentieel is bij preventieve gezondheidszorg. Mensen in armoede ondervinden hiermee vaak problemen. Hun budget voor voeding is klein, waardoor ze zich genoodzaakt voelen voor ongezondere opties te kiezen. De OCMW's zullen cliënten beter informeren over gezonde voeding en over de mogelijkheden om goedkope maar gezonde voeding te kopen. Sociale kruideurs kunnen hier een grote rol bij spelen.

Ten slotte wil de staatssecretaris overheidsdiensten voor allen toegankelijk maken. Dit kan door

- het versterken van de rol van de ervaringsdeskundigen bij federale overheid;
- partnerschappen met ervaringsdeskundigen;
- een eenvoudiger toegang tot de gezondheidszorg;
- beter rekening houden met de meest kwetsbare burgers;
- toegankelijke, betaalbare en verstaanbare justitie.

Ervaringsdeskundigen kunnen een belangrijke rol spelen om overheidsdiensten toegankelijker te maken. Zij kunnen, als mensen die zelf in armoede leven en armoede kennen, overheidsdiensten ondersteunen om gerichte acties te ondernemen die afgestemd zijn op de noden van mensen in armoede, om hun communicatie toegankelijker te maken of om een bemiddelende functie vervullen. De staatssecretaris engageert zich om alle administraties aan te moedigen gebruik te maken van een ervaringsdeskundige. Niet alleen overheidsdiensten, maar ook bedrijven kunnen gebaat zijn bij het inzetten van ervaringsdeskundigen, bijvoorbeeld om leesbare energiefacturen op te stellen.

Mme De Block tient à faire régulièrement rapport sur l'exécution du plan. Elle le fait deux fois par an, au Conseil des ministres. Elle a présenté son premier rapport en avril 2013. Ce rapport faisait apparaître que fin mars 2013, 19 des 118 actions avaient déjà été exécutées et finalisées, 81 étaient en cours d'exécution et 18 étaient encore en attente. Ces dernières étaient en phase de préparation ou de négociation. Elle présentera son prochain rapport en septembre. D'ici là, elle recueillera des informations supplémentaires concernant toutes les actions, comme leur timing, leur budgétisation et leurs indicateurs, ainsi que des informations supplémentaires concernant la mesure.

III. DISCUSSION

1. Questions et observations des membres

Mme Detiège estime que la lutte contre la précarité est l'un des défis majeurs de notre société. L'un des points essentiels consiste à adapter les allocations et à les harmoniser au niveau européen. En outre, il s'avère trop souvent que certaines personnes ne sont pas au courant de leurs droits.

En ce qui concerne l'accessibilité de la justice, l'intervenante souligne en particulier la situation des enfants, qui se plaignent que personne ne les écoute lorsqu'ils estiment que leurs droits ne sont pas reconnus. Le monde judiciaire doit être beaucoup plus accessible. Il convient donc aussi d'examiner l'actuelle réforme de l'aide juridique de première ligne et de l'accès aux avocats *pro deo* sous cet angle.

Mme Detiège pense, elle aussi, que le travail est un des principaux leviers pour sortir de la pauvreté. Elle fait référence à son passé en tant que ministre flamande chargée de l'économie sociale. Bien des gens ne parviennent pas à s'intégrer dans le circuit du travail normal, malgré une réelle volonté de travailler. Il s'agit là d'une matière qui relève principalement de la compétence des Régions, mais l'autorité fédérale peut aussi apporter sa pierre à l'édifice. Le secteur de l'économie sociale est en plein essor sur le plan international, notamment au Canada et en Amérique du Sud, où de nombreux projets voient le jour. Des entreprises plus petites considèrent à tort ce phénomène comme une concurrence déloyale : il s'agit en effet de permettre aux intéressés d'accéder au marché du travail régulier.

Par ailleurs, l'intervenante estime qu'on ne peut laisser aux seuls CPAS la mission de lutter contre le surendettement. Il s'agit, pour certaines personnes, d'un pas trop difficile à franchir et ce sont en outre souvent des personnes aux revenus supérieurs à la moyenne, qui ont beaucoup de scrupules à frapper à la porte des CPAS, qui sont concernées.

Mevrouw De Block hecht er belang aan regelmatig verslag uit te brengen over de uitvoering van het plan. Dit gebeurt twee keer per jaar op de Ministerraad. In april 2013 stelde zij de eerste rapportage voor. Daaruit bleek dat, eind maart 2013, reeds 19 acties van de 118 al uitgevoerd en afgerond waren, 81 acties in uitvoering waren en 18 acties nog in afwachting waren. Deze laatste acties waren in voorbereiding of in een onderhandelingsfase. In september zal zij de volgende rapportage voorstellen. Tegen dan zullen er voor alle acties extra gegevens verzameld zijn, zoals timing, budgettering, indicatoren en extra informatie over de maatregel.

III. BESPREKING

1. Vragen en opmerkingen van de leden

Mevrouw Detiège meent dat de strijd tegen kansarmoede een van de belangrijkste uitdagingen van onze maatschappij is. Een van de meest belangrijke zaken is de aanpassing van de uitkeringen en de gelijkschakeling ervan op Europees niveau. Al te vaak blijkt bovendien dat sommige mensen niet op de hoogte zijn van hun rechten.

Wat de toegankelijkheid van de justitie betreft, wijst spreekster in het bijzonder op de kinderen, die zich erover beklagen dat niemand naar hen luistert wanneer zij menen dat hun rechten niet worden erkend. De gerechtelijke wereld moet de drempel hier fors verlagen. De huidige hervorming van de eerstelijns rechtsbijstand en de toegang tot de *pro deo* advocaten, moet men toch ook in het licht hiervan bekijken.

Mevrouw Detiège is het ermee eens dat werk een van de belangrijkste hefbomen is om uit de armoede te geraken. Zij verwijst naar haar verleden als minister in de Vlaamse regering, bevoegd voor sociale economie. Voor heel wat mensen lukt het niet om zich in het normaal arbeidsproces in te schakelen, hoewel zij wel degelijk willen werken. Het gaat hier om een bevoegdheid die grotendeels bij de gewesten ligt, maar ook de federale overheid kan haar steentje bijdragen. De sector van de sociale economie kent internationaal een enorme groei, onder meer in Canada en Zuid-Amerika waar tal van projecten worden opgericht. Het is ten onrechte dat kleinere bedrijven dit aanvoelen als een valse concurrentie : het is immers een manier om de betrokkenen naar de reguliere arbeidsmarkt te laten doorschuiven.

Verder is spreekster van oordeel dat men het aanpakken van de overmatige schuldenlast niet enkel aan de OCMW's mag overlaten. Voor sommige mensen is deze drempel immers te hoog en bovendien gaat het vaak om mensen met een bovengemiddeld inkomen die veel schroom hebben om bij het OCMW aan te kloppen.

Enfin, Mme Detiège souligne la problématique de la pauvreté infantile, à laquelle les services publics tels que l'ONE/Kind en Gezin doivent consacrer une attention supplémentaire, en tout cas dans certains quartiers urbains. Dans le quartier «*Luchtbla*» à Anvers, par exemple, plus de 60 % des enfants grandiraient dans des conditions de vie précaires et seraient logés dans des conditions déplorables. Il reste assurément beaucoup à faire dans ce domaine.

Mme Douifi renvoie au quatrième objectif opérationnel du Plan fédéral de lutte contre la pauvreté. Le gouvernement améliorera le fonctionnement du service des Créances alimentaires (SECAL) en déployant trois actions concrètes :

- le ministre des Finances, en collaboration avec le secrétaire d'État à la Politique des Familles, veillera à mieux informer la population sur les possibilités offertes par le Service des Créances alimentaires;

- le ministre des Finances veillera à ce que le Service des Créances alimentaires fournissent aux débiteurs d'aliments des informations détaillées quant à l'état de leur dossier, de leurs paiements et de leurs arriérés;

- le ministre des Finances étudiera, en collaboration avec le SPF Finances, les solutions permettant de mettre automatiquement à disposition du Service des Créances alimentaires les informations relatives au dossier fiscal d'un demandeur. Cette mesure requiert l'adoption du projet de loi sur l'échange de données au sein du SPF Finances.

Le plan prévoit également que le gouvernement examinera les possibilités d'assouplir l'accès au Service des Créances alimentaires car tout le monde ne peut pas, et certainement les mères isolées qui travaillent, demander des avances, en raison du plafond des moyens d'existence nets.

Mme Douifi plaide pour que ce plafond de revenus, actuellement fixé à 1 300 euros, soit revu à la hausse et porté à 1 800 euros. Il s'agit d'une nécessité, mise en avant par la recherche et les rapports techniques dans lesquels l'impact budgétaire d'une telle proposition est calculé. Cette mesure apporterait une plus-value non seulement à l'intéressé lui-même, mais aussi aux pouvoirs publics, car on pourrait toucher plus de personnes qui seraient plus facilement en mesure d'effectuer un remboursement. Il s'agit naturellement d'un élément important dans la lutte contre la pauvreté, en particulier en ce qui concerne les femmes et les hommes qui ont des enfants et qui sont divorcés.

Quel est le point de vue de la secrétaire d'État à ce sujet ? Ira-t-on plus loin que la simple recherche et la publication de rapports ? Dispose-t-on effectivement d'un budget pour revoir le plafond de revenus précité à la hausse ?

Ten slotte wijst mevrouw Detiège op de problematiek van de kinderarmoede, waaraan zeker in bepaalde wijken in de steden extra aandacht moet worden besteed door de overheidsdiensten, zoals Kind en Gezin. In de wijk «*Luchtbla*» in Antwerpen bijvoorbeeld zou meer dan 60 % van de kinderen in armoede opgroeien en in erbarmelijke omstandigheden gehuisvest zijn. Hier is zeker nog veel werk te doen.

Mevrouw Douifi verwijst naar de vierde operationele doelstelling in het Federaal Plan Armoedebestrijding. De regering zal de werking van de dienst voor Alimentatievorderingen (DAVO) verbeteren via drie concrete acties :

- de minister van Financiën zal samen met de staatssecretaris voor Gezinsbeleid de bevolking beter informeren over de dienstverlening van DAVO;

- de minister van Financiën zal ervoor zorgen dat DAVO de onderhoudsplichtige gedetailleerd informeert over de stand van zaken van zijn dossier, zijn betalingen en achterstallen;

- de minister van Financiën bekijkt samen met de FOD Financiën hoe de informatie over het belastingdossier van een aanvrager automatisch ter beschikking van DAVO kan worden gesteld. De goedkeuring van het ontwerp van wet over de gegevensuitwisseling bij Financiën is hiervoor nodig.

Tevens bepaalt het plan dat de regering zal onderzoeken of er een versoepeling van de toegang tot DAVO mogelijk is, aangezien niet iedereen, zeker niet de werkende alleenstaande moeders, een beroep kan doen op voorschotten omwille van het plafond van de netto bestaansmiddelen.

Mevrouw Douifi pleit ervoor om dit plafond — de inkomensgrens die thans op 1 300 euro ligt — op te trekken naar 1 800 euro. De noodzaak om dit te doen blijkt uit onderzoek en uit de technische rapporten die de budgettaire impact van dergelijk voorstel berekenen. Dit zou niet enkel een meerwaarde betekenen voor de betrokkenen zelf, maar ook voor de overheid vermits men op die manier meer personen bereikt die makkelijker een terugbetaling zouden doen. Vanzelfsprekend is dit een belangrijk element in de strijd tegen de armoede, inzonderheid bij uit de echt gescheiden vrouwen en mannen met kinderen.

Wat is de mening van de staatssecretaris daarover ? Zal men inderdaad verder gaan dan enkel onderzoeken en het publiceren van rapporten ? Is er effectief een budget vorhanden om deze inkomensgrens op te trekken ?

Mme Thibaut remercie la secrétaire d'État pour la présentation du Plan fédéral de lutte contre la pauvreté, en soulignant la difficulté de la tâche qui lui incombe. Il s'agit en effet d'une tâche transversale et de coordination. Le plan énumère une série d'objectifs et prévoit aussi des instruments de mesure permettant d'assurer un suivi de l'avancement réalisé dans les mesures proposées. Grâce à cette méthode de travail, les initiatives existantes gagnent encore en qualité. Il n'en demeure pas moins qu'il n'est jusqu'à présent pas possible de mesurer les avancées réalisées par le gouvernement actuel ni d'évaluer les mesures qui n'ont pas encore été mises en œuvre.

L'intervenante aimerait savoir si l'individualisation des droits sociaux, qui doit permettre de réduire la pauvreté, a déjà été évaluée par le gouvernement, par exemple en matière de pensions. Quel est le coût de cette individualisation et des autres mesures proposées ?

Mme Thibaut estime en outre que les mesures qui touchent les femmes méritent une attention particulière. Le plan contient — et l'on peut s'en réjouir — des résolutions relatives à la pauvreté infantile, mais il laisse quelque peu à désirer en ce qui concerne la problématique de la pauvreté féminine.

La secrétaire d'État pense-t-elle qu'il sera encore possible de prendre des mesures concrètes sous cette législature afin d'améliorer l'accessibilité des services publics ? Quels sont les objectifs qu'elle se fixe pour l'année à venir ?

2. Réponses de la secrétaire d'État

Mme Maggie De Block, secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, répond, en ce qui concerne spécifiquement la pauvreté infantile, que des plateformes de concertation ont été créées et des actions de sensibilisation présentées. En effet, il arrive trop souvent que des enfants qui grandissent dans des conditions anormales pensent que leur situation est normale. S'ils se rendent compte, à l'école par exemple, que ce n'est pas le cas et qu'ils le signalent, ils peuvent être aidés. Sur le plan de la justice également, la sensibilisation est nécessaire, en particulier auprès des jeunes qui arrivent à l'âge de la puberté et des jeunes adolescents.

La secrétaire d'État reconnaît que dans la lutte contre la pauvreté infantile, il convient d'accorder une attention particulière à certains quartiers, où l'on peut identifier rapidement certains problèmes par le biais de L'ONE/Kind en Gezin et des maisons médicales. Le logement peut également contribuer à la qualité de vie des quartiers. Heureusement, on a abandonné l'idée de gros blocs d'habitations qui offrent une vue de désolation, une mauvaise isolation, etc.

Mevrouw Thibaut dankt de staatssecretaris voor de voorstelling van het Federaal Plan Armoedebestrijding en wijst op de moeilijkheidsgraad ervan. Zij heeft immers een transversale en coördinerende taak. Het plan somt een ganse lijst van objectieven op en bevat ook meetinstrumenten, zodat men de voortgang in de voorgestelde maatregelen kan opvolgen. Deze werk-methode voegt een extra kwaliteit toe aan de reeds bestaande initiatieven. Dit neemt niet weg dat men vandaag nog niet kan meten welke de voortgang is die deze regering intussen reeds heeft gemaakt, en welke maatregelen niet werden uitgevoerd.

Spreekster wenst te vernemen of de individualisering van de sociale rechten die de armoede kan terugdringen — bijvoorbeeld op het vlak van pensioenen — al dan niet geëvalueerd is door deze regering. Welke is de kostprijs van deze individualisering en van de andere voorgestelde maatregelen ?

Bovendien meent mevrouw Thibaut dat bijzondere aandacht dient te gaan naar maatregelen die de vrouw betreffen. Het plan bevat — terecht — bepaalde voorname voor wat de kinderarmoede betreft, maar inzake de armoede bij vrouwen blijft het enigszins achterwege.

Denkt de staatssecretaris dat het mogelijk is om nog deze legislatuur concrete stappen te zetten voor wat de toegankelijkheid tot de overheidsdiensten betreft ? Welke objectieven heeft de staatssecretaris nog voor het komende jaar ?

2. Antwoorden van de staatssecretaris

Mevrouw Maggie De Block, staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, antwoordt dat, specifiek voor wat de kinderarmoede betreft, overlegplatformen werden opgericht en sensibiliseringssacties werden voorgesteld. Al te vaak denken kinderen immers dat zij in normale omstandigheden opgroeien, terwijl dit niet het geval is. Als kinderen, bijvoorbeeld op school, merken dat dit niet het geval is en dit ook zeggen, kunnen zij geholpen worden. Ook op het vlak van justitie is sensibilisering nodig, inzonderheid naar pubers en jonge adolescenten toe.

De staatssecretaris is het ermee eens dat in de strijd tegen de kinderarmoede bijzondere aandacht moet worden besteed aan bepaalde wijken, waar men via Kind en Gezin en de wijkgezondheidscentra snel op de hoogte kan worden gebracht van bepaalde problemen. Ook de huisvesting kan bijdragen tot de leefbaarheid van wijken. Gelukkig is men afgestapt van het idee van grote woonblokken, die een troosteloze aanblik bieden, slecht geïsoleerd zijn en dergelijke.

L'économie sociale doit être au service des personnes qui ne peuvent s'intégrer aisément dans le circuit normal du travail. Elle n'est donc pas réservée aux seuls sans-abri, tant s'en faut, mais s'adresse également aux personnes qui n'ont plus de structure dans leur vie. Des projets sont en cours et un montant de 2 millions d'euros peut être consacré à de nouveaux projets.

La secrétaire d'État n'a personnellement jamais été partisan de retirer aux CPAS la problématique des pensions alimentaires impayées pour la confier au service des Créances alimentaires. Il est apparu que cette solution n'empêcherait pas certains débiteurs d'aliments d'organiser leur insolvabilité par toutes sortes de montages juridiques et fiscaux. C'était déjà la crainte exprimée par Mme De Block lorsqu'elle était encore députée, et elle n'a pas changé d'avis depuis qu'elle a été nommée secrétaire d'État.

Reste qu'il convient aujourd'hui d'améliorer le fonctionnement du service des Créances alimentaires. La secrétaire d'État fait référence à l'étude présentée sur le réseau des fonctionnaires pauvreté, qui énonce diverses recommandations. L'une de celles-ci est de relever le plafond des moyens d'existence nets, mais aussi l'intervention par enfant, étant donné que cela peut être déterminant pour le fait de vivre ou non sous le seuil de pauvreté. L'accord de gouvernement actuel ne le prévoit cependant pas; cette option sera peut-être pour un prochain gouvernement. La secrétaire d'État estime cependant que le nœud du problème réside dans le fait que certaines personnes tentent de se soustraire à leur obligation alimentaire. De plus, il est fréquent que les débiteurs d'aliments émargent eux-mêmes au CPAS et soient dès lors insolubles.

En ce qui concerne l'accès aux services publics et à la Justice, l'apport des experts du vécu est d'une importance capitale. La secrétaire d'État souligne par ailleurs que le Plan fédéral de lutte contre la pauvreté ne doit pas être lu isolément, mais qu'il faut le lire à la lumière de la note de politique générale en matière d'intégration sociale (doc. Chambre, n° 53-2586/022), qui fait explicitement référence aux familles monoparentales et aux familles recomposées, qui sont confrontées à des problèmes spécifiques. Ainsi, les parents isolés doivent résider dans un logement ou un appartement disposant d'un nombre suffisant de chambres à coucher pour leurs enfants, même si ceux-ci séjournent la moitié du temps chez l'autre partenaire.

3. Répliques

Mme Douifi souligne que l'accord de gouvernement prévoit qu'il faut améliorer le fonctionnement du service des Créances alimentaires. La problématique des moyens d'existence nets est un élément parmi

De sociale economie moet er zijn voor wie niet zomaar in het normale arbeidscircuit terecht kan, dus zeker niet voor daklozen alleen maar ook voor anderen die de structuur in hun leven zijn kwijtgeraakt. Er zijn vandaag projecten die lopen en er kan nog voor een bedrag van 2 miljoen euro aan nieuwe projecten worden besteed.

Ten persoonlijke titel is de staatssecretaris er nooit voorstander van geweest om de problematiek van de niet-betaalde alimentaties weg te halen van de OCMW's en onder te brengen bij de dienst voor Alimentatievorderingen. Het is gebleken dat dit niet de remedie is tegen het gegeven dat wie alimentatie verschuldigd is zich onvermogend kan laten verklaren via allerhande juridische en fiscale constructies. Dit was de vrees van mevrouw De Block toen zij volksvertegenwoordiger was, en zij heeft haar mening niet herzien nu zij tot staatssecretaris is benoemd.

Dit neemt niet weg dat men vandaag de werking van de dienst voor Alimentatievorderingen moet verbeteren. De staatssecretaris verwijst naar de studie die werd voorgesteld op het netwerk van armoedeambtenaren, die enkele aanbevelingen bevat. Een van de adviezen is het optrekken van het plafond van de netto bestaansmiddelen, maar ook van de tussenkomst per kind vermits dit bepalend kan zijn voor het feit of men zich al dan niet onder de armoedegrens bevindt. Het huidig regeerakkoord voorziet dit evenwel niet; mogelijk is dit iets voor een volgende regering. De staatssecretaris is evenwel van mening dat de kern van het probleem is dat een aantal mensen zich wil onttrekken aan de alimentatieplicht. Het blijkt bovendien dat wie alimentatie verschuldigd is vaak zelf afhankelijk is van het OCMW en derhalve onvermogend is.

Wat de toegang tot de overheidsdiensten en tot justitie betreft, is de inbreng van de ervaringsdeskundigen van zeer groot belang. De staatssecretaris wijst er bovendien op dat het Federaal Plan Armoedebestrijding niet los mag worden gelezen van de Algemene Beleidsnota Maatschappelijke Integratie (stuk Kamer, nr. 53-2586/022) waarin uitdrukkelijk sprake is van éénouder gezinnen en nieuw samengestelde gezinnen, die met specifieke problemen worden geconfronteerd. Zo moeten alleenstaande ouders vaak toch in een woning of appartement met voldoende slaapkamers voor hun kinderen verblijven, hoewel ze de helft van de tijd bij de andere partner verblijven.

3. Replieken

Mevrouw Douifi wijst erop dat het regeerakkoord bepaalt dat de werking van de Dienst Alimentatievorderingen moet verbeteren. De problematiek van de netto bestaansmiddelen is hiervan één element. Het

d'autres. Mais il ne saurait nullement être question de renvoyer à nouveau la problématique aux CPAS. En effet, cela ne résoudrait rien puisqu'il faudrait alors leur affecter également des moyens supplémentaires.

La secrétaire d'État confirme que tel n'est pas le but. Si l'on met de côté la question de la compétence, il lui semble que le principal problème est celui des débiteurs d'aliments qui ne paient pas la pension alimentaire soit par manque de moyens, soit en raison de montages juridiques qu'ils mettent en place pour organiser leur propre insolvabilité.

Mme Douifi estime que ce dernier groupe ne représente qu'une petite minorité. Pour elle, la difficulté principale réside dans le fait qu'un groupe important de personnes se trouvent juste au-dessus du seuil de revenus permettant de recourir au Service des créances alimentaires. Si l'on relevait ce plafond de revenus, tout un groupe d'autres personnes pourrait y avoir accès. Il s'agira alors de personnes appartenant à une certaine catégorie de revenus, qui seront à même de rembourser le SECAL et qui, dans l'intervalle, pourront améliorer sensiblement leurs conditions de vie. D'après l'étude, le coût pour les pouvoirs publics serait de l'ordre de 10 millions d'euros, mais le nombre de remboursements pourrait enregistrer une hausse de 40 %. Enfin, il ne faut pas oublier que les intéressés ont droit aux aliments. La secrétaire d'État aurait peut-être pu trouver cette somme dans les 90 millions d'euros qu'elle a restitués au gouvernement à l'occasion du dernier contrôle budgétaire.

Mme De Block fait remarquer que la technique budgétaire l'interdit : il n'est pas permis d'utiliser le montant attribué pour une allocation de base à une autre fin. En effet, la somme de 90 millions d'euros dépendait de sa compétence en matière d'asile et d'immigration, et non de celle en matière d'intégration sociale. Elle se réjouit toutefois de pouvoir compter sur le soutien de l'intervenante précédente pour relever le budget de l'intégration sociale.

IV. VOTES

Confiance a été faite à la rapporteuse pour la rédaction du présent rapport.

*
* *

La rapporteuse,
Cécile THIBAUT.

La présidente,
Elke SLEURS.

kan echter geenszins de bedoeling zijn om de problematiek opnieuw over te hevelen naar de OCMW's. Dit lost niets op vermits men ook daar dan meer middelen voor zou moeten uittrekken.

De staatssecretaris benadrukt dat dit laatste niet de bedoeling is. Ongeacht de bevoegdheid terzake, lijkt haar het grootste probleem te zijn dat personen die alimentatie verschuldigd zijn deze niet betalen, hetzij omwille van het eigen tekort aan middelen, hetzij omwille van juridische constructies die de eigen onvermogendheid organiseren.

Mevrouw Douifi meent dat deze laatste groep toch een kleine minderheid is. Het grootste probleem lijkt haar te zijn dat een grote groep mensen zich net boven de inkomensgrens bevindt om een beroep te kunnen doen op de Dienst voor Alimentatievorderingen. Wanneer deze inkomensgrens zou worden opgetrokken, kan een hele groep mensen hier wel een beroep op doen. Het zal dan gaan om mensen uit een inkomenscategorie die wél zullen terugbetalen aan DAVO en intussen hun levenssituatie sterk kunnen verbeteren. Volgens de studie zou de kostprijs voor de overheid ongeveer 10 miljoen euro bedragen, maar zou het aantal terugbetalingen met zo'n 40 % kunnen stijgen. Men mag ten slotte niet vergeten dat de betrokkenen recht hebben op alimentatie. Mogelijk had de staatssecretaris dit bedrag kunnen vinden in de 90 miljoen euro die zij bij de begrotingscontrole heeft teruggegeven aan de regering.

Mevrouw De Block wijst erop dat zulks vanuit begrotingstechnische overwegingen niet mogelijk is : men kan het toegewezen bedrag van een basisallocatie niet zomaar gebruiken voor een ander doel. Het bedrag van 90 miljoen euro had immers betrekking op haar bevoegdheid inzake asiel en migratie, en niet inzake maatschappelijke integratie. Zij is evenwel verheugd dat zij kan rekenen op de steun van de vorige spreekster om het budget voor maatschappelijke integratie op te trekken.

IV. STEMMING

Vertrouwen werd geschenken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

*
* *

De rapporteur,
Cécile THIBAUT.

De voorzitster,
Elke SLEURS.